

## Pour un retour à l'histoire politique

Réal Bélanger

Volume 51, Number 2, Fall 1997

Les pratiques de l'histoire de l'Amérique française depuis 50 ans

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/305647ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/305647ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

### ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Bélanger, R. (1997). Pour un retour à l'histoire politique. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 51(2), 223–241. <https://doi.org/10.7202/305647ar>

### Article abstract

This article discusses the necessity of reintegrating political history into Quebec historiography. With no pretense of being exhaustive, it outlines the conditions of and certain steps necessary for such a reintegration, and attempts to present its limitations and its possibilities. Focussing on a better comprehension of the nature of the political and on an analysis of the internal tensions of the discipline in Quebec since the end of the 1960s, it proposes that this reintegration will be possible only through a renewal of traditional political history, directed towards new objects of study and new approaches, and through a revalorisation of the political itself. To demonstrate this contention, the article analyses a number of aspects of the work of political and other historians. It then examines, deplores and explains the past and present isolation of political history. Finally, it invites, in a spirit of mutual respect, a dialogue between historians of all fields in order to promote the reintegration of political history into historical explanation. From this will emerge the renewed position that political history might occupy in the practice of history today.

# POUR UN RETOUR À L'HISTOIRE POLITIQUE

RÉAL BÉLANGER\*

*Département d'histoire  
Université Laval*

## RÉSUMÉ

Cet article traite de la nécessité du retour de l'histoire politique dans l'historiographie québécoise. Il en montre des conditions puis des étapes parmi d'autres et tente d'en cerner quelques limites comme quelques possibilités, sans prétendre à l'exhaustivité. Centré sur une meilleure compréhension de la notion même *du* politique et des tensions internes à la discipline telles qu'elles se sont profilées au Québec depuis la fin des années 1960, il soutient que ce retour ne peut s'effectuer que sur les bases indispensables de la revalorisation de l'histoire politique traditionnelle, ouverte à de nouveaux objets et à de nouvelles approches, et de la relégitimation de l'objet politique. Pour faire ressortir ce point de vue, il analyse avec franchise quelques aspects de la pratique des historiens de l'histoire politique et de celle des historiens des autres domaines. Ce faisant, il constate, déplore et explique l'isolement dont a souffert et souffre encore aujourd'hui la première. Il invite, enfin, dans le respect de tous, au dialogue entre les champs de la discipline afin de promouvoir la réintégration de l'histoire politique dans l'explication historique. Cela étant, s'esquissera le profil de la place renouvelée que pourrait occuper l'histoire politique dans la pratique historique d'aujourd'hui.

## ABSTRACT

*This article discusses the necessity of reintegrating political history into Quebec historiography. With no pretense of being exhaustive, it outlines the conditions of and certain steps necessary for such a reintegration, and attempts to present its limitations and its possibilities. Focussing on a better comprehension of the nature of the political and on an analysis of the internal tensions of the discipline in Quebec since the end of the 1960s, it proposes that this reintegration will be possible only through a renewal of traditional political history, directed towards new objects of study and new approaches, and through a revalorisation of the political itself. To demonstrate this contention, the article analyses a number of aspects of the work of political and other historians. It then examines, deplores and explains the past and present isolation of political history. Finally, it invites, in a spirit of mutual respect, a dialogue between historians of all fields in order to promote the reintegration of political history into historical explanation. From this will emerge the renewed position that political history might occupy in the practice of history today.*

---

\* L'auteur tient à remercier les professeurs Donald Fyson, Richard Jones et Yves Roby pour leurs avis judicieux. De même, il est reconnaissant envers les évaluateurs externes de la *Revue d'histoire de l'Amérique française* pour leurs commentaires pertinents.

## INTRODUCTION

Le milieu scientifique des historiens québécois a souvent glosé sur le retour (ou l'absence de retour) *du* politique dans l'historiographie. Le sujet demeure donc ancien, mais il se pose de nos jours avec une acuité et une insistance nouvelles<sup>1</sup>. Des historiens, spécialistes de l'histoire politique du Québec, ont tenté de comprendre ce phénomène, de le nuancer et de fixer quelques-uns de ses cadres prometteurs<sup>2</sup>. D'autres chercheurs, œuvrant dans des champs différents de la recherche historique, ont plutôt relevé le retard de ce retour au Québec comparativement, par exemple, à la situation prévalant en France, en Italie ou en Allemagne; sans suffisamment saisir la portée d'efforts déployés ici, ils se sont bornés à souligner que l'histoire politique demeurait encore une pratique des événements et des dates<sup>3</sup>. Sans reprendre tout ce débat ni verser dans une théorisation stérile ou encore dans l'énumération fastidieuse d'œuvres, je veux me situer ici dans la perspective amorcée dans l'introduction à mon texte sur l'«Évolution politique» paru dans le *Guide d'histoire du Québec du régime français à nos jours. Bibliographie commentée*, publié sous la direction du professeur Jacques Rouillard<sup>4</sup>. Précisément, j'entends réfléchir, avec franchise, au sens même de ce retour *du* politique dans l'historiographie québécoise, puis à ce qui a pu l'empêcher de s'accomplir pleinement et, enfin, à quelques-unes des conditions qui pourraient contribuer à la réinsertion convaincante de ce champ dans l'histoire du Québec à l'heure du débat actuel.

Ces trois intentions formeront les balises principales de mon texte. Il en ressortira l'idée fondamentale suivante inspirée, en partie, de celle émise par l'historien français Jean-François Sirinelli<sup>5</sup> qui a dû affronter lui-même, dans son pays, le regard plutôt réducteur de plusieurs de ses pairs à l'égard du type d'histoire qu'il pratiquait: le retour de l'histoire politique ne s'effectuera pas seulement sur la base indispensable de la revalorisation de l'histoire politique traditionnelle

---

1. Par exemple, voir Pierre Lanthier, compte rendu de Jacques Rouillard, dir., *Guide d'histoire du Québec du régime français à nos jours. Bibliographie commentée* (Laval, Éditions du Méridien, 1993, nouvelle édition, revue et augmentée), dans *Revue d'histoire de l'Amérique française* (à l'avenir *RHAF*), 49,3 (hiver 1996): 442.

2. Jean-Marie Fecteau, «Le retour du refoulé: l'Histoire et le Politique», *Bulletin. Association québécoise d'histoire politique*, 2,3 (hiver 1994): 5-10.

3. Par exemple, Micheline Dumont, «Pour sortir de l'ambiguïté», *Bulletin d'histoire politique*, 5,1 (automne 1996): 18.

4. Réal Bélanger, «Évolution politique», dans Jacques Rouillard, dir., *op. cit.*, 121-122.

5. Jean-François Sirinelli, «Une histoire des droites en France», dans Denis Peschanski et al., dir., *Histoire politique et sciences sociales* (Bruxelles, Éditions Complexe, 1991), 125-140.

et de son dépassement, mais aussi sur celle de la relégitimation de l'objet politique, laquelle pourrait contribuer à la revitalisation même d'autres champs de la recherche historique. De ces quelques réflexions, je l'espère, s'esquissera au moins le profil de la place renouvelée que pourrait occuper l'histoire politique dans la pratique historique d'aujourd'hui que l'on dit si éclatée dans la société occidentale<sup>6</sup>. Foin donc, ici, des grandes envolées épistémologiques ou de l'étalage de paradigmes essoufflés, mais accent placé sur l'expérience d'un praticien pour qui, comme l'a si bien énoncé récemment l'historien Maurice Agulhon, «l'essentiel en histoire n'est pas de remplir des rubriques, de mériter ou d'honorer des étiquettes, mais d'apporter quelques connaissances nouvelles et de produire des réflexions qui puissent avoir, de temps en temps, valeur d'explication<sup>7</sup>». Mais d'abord, il faut clarifier un élément central: la définition même de l'objet *du* politique, ce qui nous conduira au sens du retour évoqué ici.

### **DÉFINIR L'OBJET DU POLITIQUE: LA OU LE POLITIQUE?**

Il s'agit d'une question importante dans le contexte déjà présenté, mais aussi dans celui de la crise généralisée *du* politique dans la société occidentale<sup>8</sup>. La cerner convenablement permettra de mieux saisir la nécessité même du retour *du* politique dans l'historiographie québécoise. À défaut de quoi persisteront les vues incomplètes et plutôt étriquées de ce champ, voire l'anathème longtemps prononcé et observé. Importante donc, cette question demeure toutefois difficile à résoudre car les auteurs, en multipliant les définitions savantes et leurs désaccords, ont souvent brouillé la réalité. Je prendrai acte de l'une d'entre elles que j'accompagnerai de quelques éléments puisés ici et là dans la littérature scientifique: elle deviendra l'assise de mes réflexions et de mes explications.

Pour mieux définir l'objet *du* politique, distinguons-le d'abord de l'objet de ce qu'on appelle couramment *la* politique. Pour faire court, je synthétise ainsi: *la* politique fait référence aux manifestations observables de la vie politique, celles que chacun peut identifier d'emblée comme relevant de «la politique». J'entends principalement par là les élections, les partis, les institutions, les agents du pouvoir d'État et leurs actions. Bref, soulignent les politologues Patrick Lecomte et

6. Antoine Prost, *Douze leçons sur l'histoire* (Paris, Éditions du Seuil, 1996), 10.

7. Maurice Agulhon, «Marianne, objet de "culture" ?», dans Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli, dir., *Pour une histoire culturelle* (Paris, Éditions du Seuil, 1997), 118.

8. Cette crise du politique est commentée quasi quotidiennement. Voir, par exemple, François Brousseau, «Les trois défis de Tony Blair», *Le Devoir*, 2 mai 1997, A8 ou encore, du même auteur, «Malaise français, malaise universel», *ibid.*, 14 mai 1997, A10.

Bernard Denni, «tout ce qui nourrit la rubrique politique des médias et qui constitue la vie politique d'une société<sup>9</sup>». *Le* politique, qui englobe aussi cet objet de *la* politique, renvoie à une réalité plus complexe et plus large. Il se situe, globalement, dans les rapports au pouvoir dans la société. Concrètement, affirme Sirinelli, il s'agit «de la question de la dévolution et de la répartition de l'autorité et du pouvoir au sein d'un groupe humain donné et l'étude des tensions, des antagonismes et des conflits en découlant<sup>10</sup>». À cela, l'historien René Rémond ajoute que *le* «politique [ainsi énoncé] ne constitue pas un secteur séparé [du savoir]: c'est une modalité de la pratique sociale», «le lieu de gestion de la société globale [qui] commande en partie les autres activités [...], définit leur statut [...], régleme[n]te leur exercice<sup>11</sup>». De ces points de vue, il résulte que les phénomènes politiques, s'ils déterminent ainsi l'avenir collectif, ne peuvent donc être réductibles à leurs seules structures étatiques ni assimilables à leurs processus de pouvoir. Autrement dit, ils n'ont pas de frontières fixes et ne peuvent pas être dessinés une fois pour toutes. Ils débordent, en somme, afin de comprendre en profondeur l'opération clé de la décision politique, leurs cadres propres pour rejoindre, par diverses sortes de liens et rencontres méthodologiques, ceux-là même des autres aspects de la vie collective qu'ils soient sociaux, économiques, culturels. Ils débouchent ainsi sur l'étude essentielle des choix et des comportements collectifs ainsi que sur celle de leurs effets. En outre, exhumant par là l'incontournable destin du sujet pensant et agissant, ils s'intéressent à la perception et aux sensibilités, à la transmission des croyances, des normes à la fois communes et conflictuelles et des valeurs<sup>12</sup>. C'est dire que cette définition *du* politique refuse la vision mutilante d'une histoire se développant en autarcie et relevant seulement du «temps court» au sens braudélien, car elle invite au déploiement d'objets rythmés par les décennies, voire les siècles. Plus, elle pose les balises pour une intégration plus complète à plusieurs des chantiers parsemant le territoire de l'historien.

9. Patrick Lecomte et Bernard Denni, *Sociologie du politique* (Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1992, 2<sup>e</sup> édition corrigée), 9. Hubert Guindon reprend le sens de ces propos dans «La révolution tranquille: les ombres dans le tableau», *Bulletin d'histoire politique*, 3,1 (automne 1994): 41.

10. Bernard Guenée et Jean-François Sirinelli, «L'histoire politique», dans François Bédarida, dir., *L'histoire et le métier d'historien en France 1945-1995* (Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1995), 309.

11. René Rémond, «Une histoire présente», dans *idem*, dir., *Pour une histoire politique* (Paris, Éditions du Seuil, 1996, édition mise à jour), 31 et *idem*, «Du politique», dans *ibid.*, 384.

12. Jean-François Sirinelli, «Les cultures politiques/Political Cultures», dans Claude Morin, dir., *Actes/Proceedings. XVIII<sup>e</sup> Congrès international des sciences historiques* (Montréal, Comité international des sciences historiques, 1995), 476-477.

Tel que définie, avec un champ d'investigation ainsi clarifié, l'histoire *du* politique dévoile son importance et, conséquemment, peut offrir sa contribution appréciable à l'historiographie. C'est de ce type d'histoire, campé certes dans ses caractéristiques propres, avec sa légitimité et son autonomie relative, mais sensible tout à la fois à la nécessité de sa connexion aux autres champs du savoir, dont il est question dans ce texte. Le retour véritable *du* politique, si retour il doit y avoir, trouve là son sens unique. Mais, au Québec, a-t-on déjà compris *le* politique ainsi? L'a-t-on appliqué ainsi? A-t-on favorisé son expression dans l'explication même de l'histoire de cette province? Voilà des questions auxquelles la deuxième partie tentera de répondre brièvement.

### **EXPLIQUER LE DÉCLIN RELATIF DU POLITIQUE PAR UN ISOLEMENT RELATIF**

Les réponses à ces trois questions se résument par la seule particule négative. Non, l'histoire politique n'a pas toujours été comprise ainsi que décrite plus haut; non, elle n'a pas été appliquée totalement de la sorte; non, la communauté scientifique n'a pas suffisamment facilité son expression. Sur ces dures et plutôt navrantes constatations, il y a lieu de s'interroger franchement, avec le risque assumé de soulever quelques courroux.

En toile de fond à mon point de vue se détache la discussion sans cesse reprise autour du déclin relatif de l'histoire politique dans la pratique historique québécoise. Dans l'espace qui m'est imparti toutefois, je ne peux procéder à l'autopsie complète de ce déclin qui se rattache, d'ailleurs, à celui qui a prévalu pendant de nombreuses années dans le monde occidental. Des auteurs ont déjà tenté d'y réfléchir en profondeur, de le nuancer même parfois et, en regroupant leurs arguments de divers niveaux, tout lecteur peut y circonscrire une explication presque suffisante<sup>13</sup>. Je vous renvoie donc à ces livres et articles cités en note 13, en particulier à l'article de l'historien Fernand Ouellet. Cet auteur a identifié puis explicité en détails, avec brio et grande lucidité, les phases d'une mutation qui a déclassé l'histoire politique. D'une situation de domination, ce type d'histoire est en effet passé à une autre où, décrié malgré des efforts de renouvellement sur

13. À titre d'exemple, Fernand Ouellet, «La modernisation de l'historiographie et l'émergence de l'histoire sociale», *Recherches sociographiques*, 26,1-2 (1985): 11-83; Jean-Marie Fecteau, *loc. cit.*, 5-10; René Rémond, «Une histoire présente», *loc. cit.*, 13-18; François Dosse, *L'histoire en miettes. Des «Annales» à la «nouvelle histoire»* (Paris, Éditions La Découverte, 1987), 268 p.; John English, «The Second Time Around: Political Scientists Writing History», *The Canadian Historical Review*, 67,1 (march 1986): 1-16.

lesquels je vais revenir plus loin, il n'occupe plus, depuis la fin des années 1960, que l'arrière-scène d'une pièce historiographique où ont trôné pendant longtemps l'histoire surtout économique et sociale. Le discrédit s'est ainsi abattu sur une histoire politique devenue, selon ses critiques, désuète, assujettie à une conception obsolète qui avait fait son temps<sup>14</sup>. Pour ma part, guidé par le thème du 50<sup>e</sup> Congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, je veux m'arrêter principalement à l'une des raisons de ce déclin qu'on évacue parfois ou, du moins, qu'on exploite insuffisamment, celle qui relève des tensions internes à la discipline. Mon regard se portera sur la pratique même des historiens de l'histoire politique et sur l'attitude des historiens des autres champs envers ce type d'histoire. Les carences des uns et des autres éclaireront le passé et le devenir *du* politique au Québec et départageront, en partie, les responsabilités de chacun.

D'emblée, je l'affirme: les historiens œuvrant en histoire politique ont leur part de responsabilité dans le déclin de ce type d'histoire dans l'historiographie québécoise depuis la fin des années 1960. Cette responsabilité, en outre, demeure suffisamment grande pour être centrale dans mon explication. Je ne veux surtout pas soutenir par là, toutefois, qu'un certain nombre d'historiens n'ont pas déployé, depuis cette date, des efforts pour tenter de redorer le blason de l'histoire politique et lui redonner une place de choix dans l'historiographie. J'avance même que, sans fracas, dans l'honneur et les mérites perdus, se sont dissimulées de belles œuvres qui, bien que s'appuyant souvent sur l'histoire politique traditionnelle, montraient de la part de leurs auteurs un souci constant de s'enrichir de nouveaux problèmes et de nouvelles perspectives. Refuser de voir cette attitude scientifique dans des travaux comme ceux de Marcel Hamelin, de Marcel Caya, de Jean-Marie Fecteau et de Marcel Bellavance<sup>15</sup> friserait tout simplement l'injustice. Refuser, aussi, de reconnaître, par exemple, que l'étude du personnel politique s'est élaborée selon une approche biographique renouvelée serait nier mes propres travaux et ceux-là même d'une historienne aussi réputée qu'Andrée Désilets<sup>16</sup>. Refuser, enfin, de regarder comme prometteuses les fondations, inspirées par l'historien Robert Comeau,

14. Réal Bélanger, *loc. cit.*, 121.

15. Marcel Hamelin, *Les premières années du parlementarisme québécois (1867-1878)* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1974); Marcel Caya, *La formation du parti libéral au Québec, 1867-1887*, thèse de doctorat, York University, 1981; Jean-Marie Fecteau, *Un nouvel ordre des choses: la pauvreté, le crime, l'État au Québec, de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à 1840* (Montréal, vlb éditeur, 1989); Marcel Bellavance, *Le Québec et la Confédération: un choix libre? Le clergé et la constitution de 1867* (Sillery, Septentrion, 1992).

16. Par exemple, Réal Bélanger, *Wilfrid Laurier. Quand la politique devient passion* (Québec, Montréal, Les Presses de l'Université Laval, les Entreprises Radio-Canada, 1986), 484 p. et Andrée Désilets, *Hector-Louis Langevin. Un père de la Confédération canadienne* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1969), 461 p.

de l'Association québécoise d'histoire politique et du *Bulletin d'histoire politique* le 10 avril 1992, dont l'un des objectifs est de promouvoir l'histoire politique et la recherche, serait fermer les yeux sur un remue-ménage aussi serein que sain au cœur même des praticiens de ce type d'histoire. Mais force m'est d'admettre que, dans l'ensemble de ces années, les historiens de l'histoire politique se sont en général assoupis sur les lauriers d'antan.

En clair, nous n'avons pas pris la place qui nous aurions dû prendre dans l'historiographie québécoise. Qui plus est, celle que nous avons prise relevait fréquemment de la seule définition émise plus haut de *la* politique, restreinte dans son ambition et dans ses perspectives. Nous avons même laissé à d'autres, qu'ils soient politologues, sociologues ou journalistes, le soin de labourer nos propres objets d'étude, ce qu'ils ont fait mais selon leur propre méthodologie<sup>17</sup>. Avouons-le carrément: trop souvent imperméables aux méthodes des sciences sociales et aux attentions épistémologiques, nous avons maintes fois produit des essais de facture traditionnelle, timides dans leurs problématiques, conservateurs dans leurs méthodologies. Nostalgiques de la grande époque de l'histoire positiviste et figés dans les descriptions abusives, nous avons fixé notre regard sur les compétitions pour la conquête et la conservation du pouvoir ou encore sur l'étude factuelle des affrontements entre les grandes idéologies politiques et leurs promoteurs prestigieux. Plutôt anecdotique, individualiste et événementielle, cette histoire ignorait d'ordinaire l'approche conceptuelle, refusait d'élargir son questionnement jusqu'aux rapports au social, au culturel et à l'économique, se réfugiait dans l'exposition de faits, guides de belles narrations. À titre d'exemples, et malgré des mérites certains, mentionnons les œuvres de Marc La Terreur sur les conservateurs, de Camil Girard sur le *Times* de Londres, de Jean-Marc Paradis sur Augustin-Norbert Morin et de Jean-Guy Genest sur Godbout<sup>18</sup>. Frileux, donc, nous n'avons pas suffisamment assumé le défi de l'actualisation de notre champ d'étude et de son élargissement nécessaire en des heures pourtant propices à cet égard. En clair, aussi, cette place que nous n'avons pas prise nous a isolés, avec le type d'histoire que nous fabriquons, dans notre communauté scientifique,

17. Pour avoir une idée de leur contribution impressionnante, voir Réal Bélanger, *loc. cit.*, 121-146.

18. Marc La Terreur, *Les tribulations des conservateurs au Québec de Bennett à Diefenbaker* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1973); Camil Girard, *La question d'Empire. Le Times de Londres et le Canada, 1908-1922* (Jonquière, Sagamie/Québec, 1988); Jean-Marc Paradis, *Augustin-Norbert Morin (1803-1865)*, thèse de doctorat, Université Laval, 1989; Jean-Guy Genest, *Godbout* (Sillery, Septentrion, 1996).



voire dans nos départements. Les congrès et les colloques se rapportant à l'histoire politique peuvent se compter sur les doigts d'une seule main pendant la période considérée ici. Il en est presque de même des articles parus dans les revues spécialisées québécoises, surtout après 1980. Nos projets n'ont donc pas su inspirer, dans une mesure raisonnable, ni nos collègues ni nos étudiants. Par conséquent, et sauf exceptions remarquables, nous n'avons pas attiré les meilleurs étudiants et, la masse critique manquant, nous nous sommes retrouvés peu nombreux à défendre la cause de l'histoire politique. En caricaturant sans trop exagérer, je pourrais même soumettre que cet isolement, dans certains cas, a pu conduire jusqu'au ghetto avec son risque évident de dessèchement. Le déclin relatif de l'histoire politique trouve là, en partie bien sûr, son explication qu'il faut certes replacer dans le contexte plus large déjà décrit. Mais en prendre acte, il le faut. Pour mieux y remédier. Pour mieux affronter l'avenir.

Cela étant affirmé, j'avance aussi que cet isolement relatif de l'histoire politique et de ses praticiens est imputable, en partie, à l'attitude arrogante de plusieurs des historiens des autres champs de la discipline à leurs égards. Pour le comprendre, il faut principalement remonter à l'immense influence exercée par l'école française des Annales, puis par ses disciples sur la jeune génération d'historiens professionnels et bien formés qui a essaimé dans les départements d'histoire du Québec, surtout après 1970. Au risque de couper court, disons seulement que l'école des Annales, éprise d'histoire globale, attentive aux comportements collectifs et aux phénomènes inscrits dans la longue durée, attachée aux grands ensembles et aux structures durables qui soudent l'économique, le social et le culturel, a répudié l'histoire politique. En conséquence, elle l'a marginalisée dans l'explication parce que, misant trop sur le temps court, elle ne pouvait, à ses yeux, qu'exprimer le singulier, les initiatives individuelles, l'accidentel et l'événement, «cet importun pathétique<sup>19</sup>». Bref, tout le contraire de son idéal. Pour reprendre les mots de l'historien François Dosse, l'histoire politique est restée «l'horizon mort du discours annaliste<sup>20</sup>».

Or, plusieurs des membres de la jeune génération d'historiens québécois, soutenus par un noyau ferme de prédécesseurs, ont entendu

---

19. Cité dans Antoine de Baecque, «La Révolution française: régénérer la culture?», dans Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli, dir., *op. cit.*, 197; évidemment, il faudrait nuancer l'apport des disciples qui ont corrigé, dans les années 1970, certaines données comme l'ambition totalisante de l'histoire, par exemple.

20. François Dosse, *op. cit.*, 229; pour la situation aux États-Unis, voir Jacques Portes et Catherine Pouzoulet, «Déclin et renouveau de l'histoire politique», dans Jean Heffer et François Weil, dir., *Chantiers d'histoire américaine* (Paris, Belin, 1994), 83-118 ou Eric Foner, dir., *The New American History* (Philadelphie, Temple University Press, 1990) 292 p.

ces propos, puis s'en sont abreuvés: l'ostracisme prononcé en France a franchi avec ferveur l'Atlantique<sup>21</sup>. Et quelle course, si on compare les bilans historiographiques bâtis en 1972 et 1983 à partir des articles et notes de recherche parus dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française* entre 1947 et 1972 puis entre 1972 et 1981. De fait, en 1981, il s'avérait indéniable que l'histoire politique avait nettement régressé dans l'historiographie québécoise<sup>22</sup>. Convenons-en, malgré le risque d'en ratisser trop large en si peu de lignes: de ce courant défavorable à l'histoire politique, entretenu par des historiens de plus en plus importants dans la communauté scientifique, ont émergé des départements d'histoire où on enseignait moins l'histoire politique, où on engageait moins de professeurs spécialisés dans ce domaine<sup>23</sup>, où ceux qui y œuvraient ne pouvaient se prévaloir de la même crédibilité scientifique que les autres historiens. Surtout, il en est résulté une historiographie que je qualifierais de tronquée, dans la mesure où les grandes interprétations politiques ont été, soit écartées, soit reléguées à un niveau plutôt secondaire, compte tenu de l'importance réelle des phénomènes politiques dans l'explication historique globale.

Pour encore mieux cerner cette réalité, il faut se rappeler aussi que le Québec de ces années était balayé par le vent très agité de la contestation presque tous azimuts. Alimentée, entre autres, par les idéologies de gauche, plusieurs secteurs de la société québécoise attaquaient pêle-mêle tant le capitalisme que ses élites, tant le pouvoir sous ses diverses formes que ses agents et leurs actions. Or, cette contestation renforça celle-là même des objets et des méthodes de l'histoire telle qu'elle était pratiquée jusque-là. Avec elle, s'imposa encore davantage l'accent récent placé sur le social et sur ses acteurs, sur l'économique et ses diktats. Avec elle aussi, se multiplièrent les explorations de nouveaux objets d'étude, ceux, par exemple, des tra-

21. Sur cette influence au Québec, voir Pierre Lanthier, *loc. cit.*, 402. Il faut souligner, bien sûr, que les historiographies américaine et anglaise ont aussi touché cette jeune génération d'historiens, mais à un niveau moindre. Il faut ajouter, enfin, que l'influence des *Annales* a atteint plusieurs pays: voir Peter Burke, «Témoignages étrangers», dans François Bédarida, dir., *op. cit.*, 398-400 et Mario Rosa, «Témoignages étrangers», dans *ibid.*, 412.

22. Fernand Harvey et Paul-André Linteau, «L'évolution de l'historiographie dans la "Revue d'histoire de l'Amérique française" 1947-1972», *RHAF*, 26,2 (septembre 1972): 163-183; Jean-Paul Coupal, «Les dix dernières années de la *Revue d'histoire de l'Amérique française* 1972-1981», *ibid.*, 36,4 (mars 1983): 553-561.

23. L'historien Jean Hamelin a déjà souligné les conséquences sur le prestigieux *Dictionnaire biographique du Canada* du manque de spécialistes en histoire politique au Québec. Et de conclure Hamelin: «le *DBC* est à l'image de la communauté historienne qui le produit»: Jean Hamelin, «Le *Dictionnaire biographique du Canada*: un instrument de référence indispensable aux historiens d'histoire politique», *Bulletin. Association québécoise d'histoire politique*, 1,2-3 (printemps 1993): 59.

vailleurs, du syndicalisme, du monde ordinaire, des familles, des femmes qui donnèrent naissance à de beaux projets à la mode du jour. Avouons franchement qu'à l'instar de la situation française, on a alors presque dénié à l'histoire politique un statut de plein exercice dans cette histoire dite «nouvelle<sup>24</sup>». Les bons augures annonçaient plutôt la quasi-autonomie du social et de l'économique. Ainsi remise en situation périphérique par rapport aux canons dominants de la discipline, l'histoire politique a parfois fait figure de merle blanc dans les productions historiques d'importance ou, encore, apparaissait subordonnée aux autres dimensions aiguillonnant les activités sociétales. Comment ne pas se remémorer la place plutôt imméritée, assise sur les choix méthodologiques ci-haut mentionnés, octroyée à l'histoire politique dans les deux tomes du très important ouvrage de synthèse des historiens Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert portant sur *l'Histoire du Québec contemporain* et publiés en 1979 et 1986<sup>25</sup>. À la longue, la situation est devenue plus qu'irritante: injustifiée du point de vue même, faut-il le répéter à satiété, de l'explication historique. N'en doutons pas, cette dévalorisation de l'histoire politique cachait la dévalorisation même de l'objet *du* politique tel que présenté précédemment.

Les praticiens de cette histoire «nouvelle» ont eu beau critiquer, avec raison, l'apathie de plusieurs des historiens de l'histoire politique et discuter du renouvellement relatif de leur méthodologie, ils ont bâti, pour leur part, dans des œuvres certes à beaucoup d'égards remarquables, une historiographie québécoise impuissante à rendre compte de la réalité historique globale du Québec. De plus, ils lui ont octroyé un caractère assez peu original au fond, car cette historiographie était trop calquée, pour plusieurs de ses objets et méthodologies, sur celle de la France. En fait foi, d'ailleurs, l'analyse de trois livres importants consacrés à l'historiographie française et parus entre 1995 et 1997, sous la direction respective de Jean Boutier et Dominique Julia, de François Bédarida, et de Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli<sup>26</sup>. Que de

24. Voir, à cet effet, Pierre Lanthier, *loc. cit.*, 442; Jean-François Sirinelli, «Les intellectuels», dans René Rémond, dir., *op. cit.*, 201.

25. Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain. De la Confédération à la crise (1867-1929)* (Montréal, Boréal Express, 1979), 660 p.; *idem* et Jean-François Ricard, *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930* (Montréal, Boréal, 1986), 739 p. Cette synthèse en deux tomes a été mise à jour en 1989 chez le même éditeur; voir le compte rendu du premier tome qu'a produit l'historien Richard Jones dans *RHAF*, 34,4 (mars 1981): 642-644.

26. Jean Boutier et Dominique Julia, dir., *Passés recomposés. Champs et chantiers de l'Histoire* (Paris, Autrement, 1995); François Bédarida, dir., *L'histoire et le métier d'historien en France 1945-1995* (Paris, Maison des sciences de l'homme, 1995); Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli, dir., *Pour une histoire culturelle* (Paris, Éditions du Seuil, 1997).

similitudes entre les problématiques et les objets d'étude français présentés dans ces ouvrages et ceux de maints historiens québécois des années 1970 et suivantes! Pour sa part, au printemps de 1997, l'historien québécois Serge Gagnon a généreusement reconnu dans la revue *Cap-aux-diamants* l'apport des historiens français Philippe Ariès et Jean-Louis Flandrin dans ses recherches sur la mort et la sexualité au Bas-Canada<sup>27</sup>. Au total donc, en raison de l'ensemble des données soumises ici, la responsabilité de ces historiens dans le déclin de l'histoire politique au Québec m'apparaît évidente.

Les réflexions de cette deuxième partie posent d'emblée les conditions du retour *du* politique dans l'historiographie québécoise. Ces conditions interpellent à la fois les praticiens de l'histoire politique et les autres. Sauront-ils y répondre à l'heure où, en France même et dans d'autres pays importants, plusieurs historiens, et non des moindres, sensibles à la perte d'influence des grands paradigmes, aux changements de configuration idéologique, au reflux de la vague structuraliste et au retour en force du sujet, ont déjà commencé à ramener *le* politique à sa place dans l'interprétation historique<sup>28</sup>? À l'heure aussi où, tant au Québec qu'ailleurs, des secteurs quelque peu essouffés de l'histoire se sont mis à la recherche de voies nouvelles? À l'heure, enfin, où l'histoire vit une véritable crise d'identité? La troisième partie posera quelques jalons en ce sens. Elle le fera les yeux fixés sur ces causes facilitant le retour *du* politique, mais aussi sur la disponibilité de chacun en cette bien délicate matière. Elle en appellera à la capacité de la communauté scientifique des historiens québécois à se soustraire à la crispation et au discours revanchard.

### **POSER QUELQUES JALONS POUR FACILITER LE RETOUR DU POLITIQUE**

Le retour *du* politique ne se pose pas qu'en termes de repentir. Il doit aussi rimer avec le mot nécessité. Nécessité, d'abord, que doivent

27. L'historien Ronald Rudin a soulevé tout un débat en présentant comme «révisionniste» l'interprétation historique globale de plusieurs historiens de cette génération. Ce débat dépasse largement les cadres de mon travail, mais il aide, à certains égards, à le comprendre: voir Ronald Rudin, «La quête d'une société normale: critique de la réinterprétation de l'histoire du Québec», *Bulletin d'histoire politique*, 3,2 (hiver 1995): 9-42; à lire aussi, dans le même *Bulletin*, le numéro complet intitulé «Y a-t-il une nouvelle histoire du Québec?», 4,2 (hiver 1996): 103 p.; pour l'entrevue de Serge Gagnon à la revue *Cap-aux-diamants*: «Clergé et sexualité au Bas-Canada», *Cap-aux-diamants*, 49 (printemps 1997): 16; enfin, le lecteur peut compléter ses réflexions par la consultation de Jean-Claude Robert, «La recherche en histoire du Canada», *International Journal of Canadian Studies/Revue internationale d'études canadiennes*, 1-2 (printemps-automne 1990): 15-16.

28. Bernard Guenée et Jean-François Sirinelli, *loc. cit.*, 306-308, et Serge Bernstein, «La culture politique», dans Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli, dir., *op. cit.*, 371.

admettre les historiens œuvrant en histoire du Québec. Nécessité, ensuite, que doit conforter la reconnaissance formelle *du* politique comme champ d'étude, de son autonomie au moins relative et de son importance. Nécessité, enfin, que doit renforcer la définition présentée plus haut *du* politique. Celle, au fond, qui en fait le lieu de gestion de la société globale, avec son efficacité propre, lequel, par l'acte de décision qui le concerne au premier chef, rejoint les multiples aspects de la liberté humaine jusqu'à l'expression de l'imaginaire. Dès lors qu'on souscrit à cette nécessité ainsi circonscrite, le retour *du* politique peut s'y adosser, car elle sous-tend quelques-unes des conditions de sa concrétisation. Parmi celles-ci, trois m'apparaissent importantes, bien qu'elles demeurent des jalons dans cette réflexion sur laquelle, d'ailleurs, d'autres historiens du Québec ont greffé leur jugement qui complète le mien<sup>29</sup>. Ne cherchons donc pas à voir ici le point final à ce débat, mais une amorce aux ambitions réduites, tant par le manque d'espace que par le choix d'écarter l'énumération exhaustive d'objets et de méthodes nouvelles à privilégier pour m'en remettre surtout à quelques grandes orientations. Le but ultime? Contribuer modestement à mieux comprendre ce retour et à redonner son épaisseur à l'interprétation politique dans l'historiographie québécoise.

Le retour *du* politique passe d'abord par la volonté et la capacité de ceux qui pratiquent ce type d'histoire d'en relever pleinement le défi et, partant, de l'assumer avec professionnalisme, fierté et ouverture. Or ce défi, quel est-il au juste? Il concerne, selon moi, deux ordres de réalités qui doivent se rejoindre et se compléter. En premier lieu, il s'incarne dans la solidification de ce qui a déjà été accompli par certains des historiens de l'histoire politique un peu plus à l'écoute de leur temps et dont j'ai tracé le profil dans la deuxième partie de ce texte. C'est donc dire qu'il ne faut pas, par une volonté excessive de conquête de terres nouvelles, sacrifier les acquis d'un passé relativement récent. Le plus souvent appuyés sur le solage de l'histoire politique traditionnelle et de ses sources, ces travaux se sont chevillés avec bonheur à des approches différentes d'objets depuis longtemps analysés pour renouveler à leur façon l'histoire politique. Autrement dit, dans le retour souhaité et bien compris *du* politique, misons aussi sur ce qui constitue le tronc solide déjà en place dont les balises temporelles se sont surtout étendues du régime anglais à ce qu'on appelle désormais le temps présent. Sans entrer dans les détails, soulignons les cas des études suivantes: la sociologie électorale, les partis politiques restitués à la fois dans leur logique d'organisation et dans

29. Voir, par exemple, Jean-Marie Fecteau, *loc. cit.*, 5-10 et Michel Sarra-Bournet, «Pour une histoire politique», *Bulletin d'histoire politique*, 3,2 (hiver 1995): 5-7.

quelques-uns des éléments qui composent leur épaisseur sociale, les idéologies politiques, les élites politiques placées dans le regard croisé de plusieurs disciplines et, en particulier, le personnel politique lui-même. Ce dernier thème a bénéficié souvent de l'approche biographique moderne qui mesure certes les influences sur les événements et les structures, mais qui cherche aussi à comprendre, à travers l'individu, l'interférence de logiques ainsi que l'articulation complexe des réseaux dans la dynamique de l'exercice du pouvoir. À ces cas, il faut ajouter, bien sûr, ceux de l'État et des institutions, dans leur rouage administratif comme dans leur rapport au droit, aux normes et à la réflexion juridique générale. En cela, ils éclairent le fonctionnement des pouvoirs et étalent leur importance sur la décision politique et sur l'existence collective. J'insiste sur un point: la poursuite de ces études est d'autant plus nécessaire qu'elles ont été en partie bâties sur l'ouverture à d'autres regards, champs ou disciplines du savoir. Ici et là, en effet, que ce soit en provenance des sciences sociales, comme de la science politique et de la sociologie, par exemple, du droit ou encore de la statistique, quelques méthodes, problématiques, données diverses et concepts ont été intégrés à ces travaux, ce qui les a enrichis sans détruire leurs démarches et leurs perspectives qui sont restées principalement historiques. De même, d'ailleurs, la prise en compte graduelle de facteurs socio-économiques a nourri leurs interprétations générales. Une interrogation: faut-il craindre, dans ce premier ordre de réalités, un retour à des analyses étroitement «politistes»? Je ne le crois pas car, entre autres, cette convergence, à partir de l'histoire politique traditionnelle, de différentes disciplines et méthodes dans cette approche *du* politique m'apparaît aujourd'hui de plus en plus partagée par les praticiens de l'histoire politique. Il faut donc croire, finalement, au bien-fondé de cette solidification. Puis ne pas redouter d'y œuvrer franchement, malgré le caractère plutôt fragmenté et les ambitions relativement modestes des œuvres produites. Surtout, il faut la développer du mieux possible sur la base déjà émise. Cependant, bien que revivifiante, cette façon de réagir ne peut seule satisfaire l'ambition des praticiens de l'histoire politique. De leur part, il faut plus. Il faut s'attendre à plus d'eux.

Les historiens de l'histoire politique doivent donc s'imposer, dans un deuxième ordre de réalités, comme l'ont fait d'autres collègues ailleurs, la construction de nouveaux objets alliée à la mise en place de nouvelles approches de l'étude *du* politique. Ce projet, on peut l'affirmer d'emblée, ne se réalisera pas facilement, comme le montre fort bien présentement l'exemple américain<sup>30</sup>. Il faut donc, dans l'im-

---

30. Jacques Portes et Catherine Pouzoulet, *loc. cit.*, 83-118.

médiat, savoir s'en remettre au possible, tout en évitant de se lancer dans toutes les directions à la fois. Parmi les solutions offertes, j'en retiens une, compte tenu des objectifs limités de ce texte: elle oblige à s'inscrire dans une tendance, présente dans plusieurs pays, qui souscrit au contexte épistémologique décrit précédemment, tout en offrant une ligne directrice à des initiatives concrètes. Cette tendance, qui plus est, braquant aussi ses projecteurs sur les objets d'étude anciens, peut même les éclairer de regards neufs, ce qui facilitera d'autant leur compréhension. En résumé, cette voie déplace, sans le nier, l'accent placé sur les structures du pouvoir et sur les comportements collectifs vers les processus complexes de la vie sociale et leurs interrelations qui déterminent aussi *le* politique. En son centre, figure l'idée que *le* politique demeure aussi un fait de culture. Sous cet éclairage, les relations entre politique et culture deviennent essentielles et peuvent être envisagées à des niveaux divers. Tels, d'abord, ceux des normes, des croyances, des valeurs, des représentations, des sensibilités, des attitudes et des codes culturels partagés, de la base au sommet, par les agents du système politique. Tels, ensuite, ceux des expressions culturelles spécifiques de leurs rapports conflictuels au pouvoir politique comme les mythes, idéologies, symboles, images, cérémonies, réseaux. Par ce biais culturel, *le* politique s'enracine donc aussi dans le social et interpelle entre autres l'anthropologie puis la psychologie sociale. Et ces orientations ainsi formulées, qui s'ouvrent au surplus à la découverte de sources nouvelles, se transforment d'emblée en objets d'étude capables à leur tour de renouveler les perspectives.

Dès lors, nous sommes sur le chemin de l'approche *du* politique par les cultures politiques, laquelle, bien que contestée à certains égards par des politologues, bénéficie chez les historiens d'une ferveur de plus en plus réelle. Le dernier Congrès international des sciences historiques a reconnu ce fait en lui consacrant une table ronde qui a proposé la définition suivante de la culture politique: «Un ensemble de représentations qui soude un groupe humain sur le plan politique, c'est-à-dire une vision du monde partagée, une commune lecture du passé, une projection dans l'avenir vécue ensemble. Et ce qui débouche, dans le combat politique au quotidien, sur l'aspiration à telle ou telle forme de régime politique et d'organisation socio-économique, en même temps que sur des normes, des croyances et des valeurs partagées<sup>31</sup>.» Prometteuse et opératoire, à l'horizon vaste, cette approche se révèle d'autant plus alléchante que, par elle, le temps politique s'étire jusque dans l'épaisseur de la moyenne et de la longue durées historiques, dilapidant ainsi les vieux reproches d'une histoire toute

31. Claude Morin, dir., *op. cit.*, 477.

centrée sur le court terme. Plus, comme le souligne Sirinelli, elle ramène au cœur du système politique perçu comme «l'ensemble des institutions et des relations [...] permettant la dévolution et l'exercice de l'autorité et du pouvoir [...] et le soubassement social et culturel de ces institutions: en d'autres termes, les rouages mais aussi le terreau des régimes politiques<sup>32</sup>». Un terreau, d'ailleurs, qui doit être étudié en fonction des facteurs socioculturels déjà mentionnés, véritables canaux d'expressions qui peuvent varier avec les époques et les groupes concernés. Par cette approche aussi, on le cerne mieux maintenant, l'analyse des objets anciens peut être enrichie: celle, par exemple, portant sur le sentiment national dès lors revisité sous l'angle des représentations que la nation se donne d'elle-même et de ces autres que les contemporains se font d'elle; ou encore celle touchant aux partis politiques revus sous le regard du choc de cultures politiques et de la provocation de sensibilités, et combien d'autres. Enfin, parce que les valeurs et les croyances ne relèvent qu'en partie des cultures politiques et qu'il faut encore davantage les approfondir, l'historien sera ainsi conduit à s'initier à d'autres approches. Celle par les mémoires collectives, par exemple, qui scrute plusieurs des fondements des imaginaires, en est une.

C'est dire l'importance que cette nouvelle approche peut revêtir pour les historiens de l'histoire politique au Québec. Peut-on espérer qu'elle se gagnera l'appui d'un certain nombre d'entre eux? J'ose le croire car déjà quelques historiens y ont réfléchi dans des textes récents comme, entre autres, Jean-Marie Fecteau, Martin Pâquet et Gilles Gallichan<sup>33</sup>. Je m'y intéresse également par le biais de thèses que je dirige sur les représentations et les valeurs propagées par les journaux de partis ou sur la construction de mythe entourant la mémoire du personnel politique. Bien qu'importante et engageante, cette voie, je le répète, ne peut être la seule à envisager<sup>34</sup>. Comme, d'ailleurs, doit-elle s'inscrire, avec toutes les autres solutions possi-

32. Jean-François Sirinelli, «Éloge de la complexité», dans Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli, dir., *op. cit.*, 439-440.

33. Jean-Marie Fecteau, «Politique, culture et mouvements sociaux au Québec: problématique pour une mise en perspective historique», *Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes*, 30,1 (printemps 1995): 20-29; Martin Pâquet, «Prolégomènes à une anthropologie historique de l'État», *Journal of History and Politics/Revue d'histoire et de politique*, 12,2 (1996-1997): 1-35; Gilles Gallichan, *Livre et politique au Bas-Canada, 1791-1849* (Sillery, Éditions du Septentrion, 1991), 519 p.; voir aussi quelques articles parus dans «La participation des Canadiens français à la Deuxième Guerre mondiale: mythes et réalités», *Bulletin d'histoire politique*, 3,3-4 (printemps-été 1995): 408 p.

34. Plusieurs des livres et articles présentés dans les notes de ce texte proposent des voies d'avenir intéressantes: voir, par exemple, René Rémond, dir., *op. cit.* ou Denis Peschanski et al., dir., *op. cit.* ou, enfin, Jacques Portes et Catherine Pouzoulet, *loc. cit.*



bles, dans la stratégie d'ensemble soumise au début de cette partie qui oblige à mener de front les efforts dans les deux ordres de réalités proposés. Il en va du succès de ce retour souhaité *du* politique. Car ainsi, il montrera qu'il ne s'agit ni d'un simple «réemploi de vieux motifs» ni d'un emprunt tous azimuts à qui s'offre, mais bien la mise en place systématique d'un champ qui veut se rajeunir et qui peut présenter un contenu valable. Il le pourra d'autant mieux par ailleurs qu'il aura su garder dans cet exercice un pragmatisme en mesure d'analyser et d'interpréter un réel surgi de la fréquentation assidue des archives désormais très variées. Un réel, en outre, bien plus complexe que ce que peuvent imaginer tous les modèles racoleurs parce que capable de frapper aussi à la porte du variable et du contingent dans l'explication historique. En ce sens, l'histoire politique interpellera les autres champs de la discipline. De ces rapports possibles, émerge la deuxième condition que je veux soumettre pour faciliter un retour prometteur *du* politique.

En bref, cette deuxième condition peut se résumer ainsi: la nécessité, compte tenu des constatations émanant de ce texte, d'un dialogue de plus en plus présent entre l'histoire politique et les autres champs de la discipline historique. Au terme, ces échanges devraient déboucher sur la réintégration *du* politique dans l'explication historique et, partant, faciliter son retour dans l'historiographie québécoise. Mon propos, sur le fond, prend appui sur une réflexion émise par l'historien Jacques Revel qui a avancé que la réalité historique, de nos jours, est de plus en plus examinée comme un «ensemble d'interrelations mouvantes à l'intérieur de configurations en constante adaptation<sup>35</sup>». Or, force m'est d'observer à nouveau, comme je l'ai montré dans ces pages, que l'historiographie québécoise s'est enfermée à cet égard dans une impasse regrettable: isolée pendant trop longtemps, l'histoire politique a été tenue à l'écart des mouvements de rapprochement qui se sont dessinés ici et là. Il faut donc remédier à cette situation en plaçant désormais l'accent sur une collaboration qui mobilisera le plus de curiosités et de méthodes disponibles, ce qui rendra mieux compte de la réalité historique, notre but ultime. Cette collaboration, toutefois, ne peut s'engager sans des balises précises. D'abord, il faut l'accord tacite de l'ensemble de la communauté scientifique des historiens œuvrant en histoire du Québec. Et, en premier lieu, bien sûr, des praticiens de l'histoire politique eux-mêmes. Mais aussi de ceux des autres champs qui doivent reconnaître l'importance en soi *du* politique dans l'analyse et dans l'explication des phénomènes sociaux et dans

---

35. Cité dans Jean Boutier et Dominique Julia, «Ouverture: à quoi pensent les historiens?», dans *idem*, dir., *op. cit.*, 25-26.

celles de leurs propres objets de recherche. D'ailleurs, acculés jusqu'au seuil de leur franchise, qui, parmi ces historiens, pourrait prétendre n'avoir jamais rencontré à un moment donné de son parcours scientifique *le* politique et éprouvé, à l'occasion, la nécessité de se situer par rapport à lui? Qui pourrait prétendre ne devoir jamais le rencontrer dans l'avenir, n'en avoir jamais besoin? Évitions donc de nous confiner à l'opposition stérile entre des champs comme le social et *le* politique, par exemple, pour apprécier et miser dorénavant sur la réactualisation obligée d'interrelations constructives qui conduiront à la réintégration, de fait, de l'histoire politique dans le territoire de l'historien. Mais attention. Dans ce rendez-vous scientifique, écartons aussi l'espoir incongru, soit de dominer, soit de placer l'autre simplement à son service: chacun des champs doit garder ses traits propres, ses dynamismes internes et son identité.

Dans l'évolution actuelle de la discipline, il me semble donc souhaitable de prendre acte de telles ambitions. Avec confiance. Avec réalisme aussi, en envisageant peut-être, dans un premier temps, des échanges ponctuels et différenciés selon les cas et qui reconnaîtraient la progression inégale des champs. Cette action mesurée ne devrait toutefois pas brimer la créativité: soyons donc inventifs aussi afin de concevoir les meilleurs passages thématiques, méthodologiques et interprétatifs entre l'histoire politique et les autres champs. Vœux pieux? je ne le crois pas. Des exemples puisés ailleurs demeurent inspirants, comme ces réflexions prometteuses d'historiens américains qui appellent l'histoire urbaine à réintégrer *le* politique dans son approche<sup>36</sup>. Il pourrait en être de même ici dans plusieurs des secteurs clés de la recherche québécoise. Ne seraient-ils pas captivants ces projets construits en partie sur des préoccupations partagées dans lesquelles l'objet politique jouerait le rôle qui lui revient? Le retour *du* politique passe donc aussi par cette autre voie qui trouve son prolongement dans la troisième condition qu'il me reste à présenter brièvement.

Au fond, cette troisième condition émerge de la logique à la base de ce texte: il y aura retour *du* politique dans l'historiographie québécoise quand la communauté scientifique des historiens aura accepté, comme l'a si bien exprimé Sirinelli pour la France, de relégitimer l'objet politique. Je ne m'étendrai toutefois pas sur ce propos puisqu'il apparaît en filigrane partout dans cet article. Mais il s'avère nécessaire

---

36. Samuel P. Hays, «From the History of the City to the History of the Urbanized Society», *Journal of Urban History*, 19,4 (august 1993): 3-25 ou encore Lynn Hollen Lees, «The Challenge of Political Change: Urban History in the 1990's», *Urban History*, 21,1 (april 1994): 8-19.

de rappeler que cette relégitimation de l'objet politique interpelle la conscience même des historiens dont le rôle premier engage à restituer le mieux possible la réalité historique sous toutes ses facettes, sans occultation aucune au nom d'une quelconque théorie ou idéologie ou encore de préjugés tenaces. Cette relégitimation oblige ainsi à reconnaître *le* politique dans son contenu même tel qu'explicité tout au long de ce texte, mais aussi, relevons-le à nouveau, son poids et son statut dans l'explication. Elle invite à s'ouvrir à ses capacités qui débouchent entre autres sur des approches globalisantes ou encore lui permettent de devenir, quoi qu'on en dise, le lieu de rencontre et de gestion des autres activités qui, insistons encore, n'écarte ni l'humain ni les contingences de la vie. Cette centralité *du* politique, de cette relation privilégiée avec le pouvoir dans la société globale, comment donc imaginer ne pas s'en prévaloir dans l'explication historique! La relégitimation de l'objet politique appartient donc d'emblée à tous les praticiens de l'histoire du Québec et reste le gage, aussi, du retour *du* politique.

### ***CONCLUSION: POUR UNE HISTOIRE ENRICHIE PAR LE RETOUR DU POLITIQUE***

N'est-il pas enfin venu le temps du retour *du* politique dans l'historiographie québécoise? Ce texte en montre des conditions puis des étapes parmi d'autres et tente d'en cerner quelques limites comme quelques possibilités, sans prétendre à l'exhaustivité. Centré sur une meilleure compréhension de la notion même *du* politique et des tensions internes à la discipline telles qu'elles se sont profilées au Québec depuis la fin des années 1960, il soutient que ce retour ne peut s'effectuer que sur les bases indispensables de la revalorisation de l'histoire politique traditionnelle, ouverte à de nouveaux objets et à de nouvelles approches, et de la relégitimation de l'objet politique. Pour faire ressortir ce point de vue, il analyse, entre autres, quelques aspects de la pratique des historiens de l'histoire politique et de celle des historiens des autres domaines. Ce faisant, il constate, déplore et explique l'isolement dont a souffert et souffre encore aujourd'hui la première. Il invite, enfin, dans le respect de tous, au dialogue entre les champs de la discipline afin de promouvoir la réintégration de l'histoire politique dans l'explication historique. Cela étant, l'histoire politique pourrait ainsi contribuer à la revitalisation d'autres champs de la recherche. À vrai dire, dans ce texte, se bousculent bien des regrets, des mises en garde et, avouons-le, bien des reproches dont quelques-uns s'adressent aussi à l'auteur de ces lignes. Mais s'y dégage aussi de l'espoir pour ceux qui croient à l'histoire, matière vivante, éprise

de liberté et de vérité, son objectif suprême; à l'histoire en mesure de supporter tous les regards, tous les projecteurs braqués sur le réel si complexe, en autant que la scientificité accompagne les efforts de ceux qui veulent l'étudier; à l'histoire ouverte, en somme, à l'apport de l'histoire politique dans la construction du passé aux conditions, entre autres, que j'ai exposées ici. Là réside aussi la source d'une histoire enrichie.

Au-delà de l'espoir prévaut en outre l'urgence d'agir, afin que l'historiographie québécoise de demain ne ressemble pas tout à fait à celle d'aujourd'hui assombrie par le mépris entourant l'histoire politique. En sus des suggestions émises dans ce texte, il me vient une idée tout axée sur la pressante nécessité du rassemblement dans la diversité des points de vue. Pourquoi, sous l'égide de l'Association québécoise d'histoire politique, ne se tiendraient-ils pas deux colloques d'envergure: un premier où les historiens de l'histoire politique identifieraient clairement les bases scientifiques de leur champ, un deuxième où, réunis avec les historiens des autres champs, ils débattraient des fondements de la collaboration recherchée? Pour dire le vrai, une certaine compréhension dans les rapports entre historiens jointe à une certaine coordination s'imposent pour dépasser le poids des traditions tenaces. Les cinquante prochaines années seront-elles celles des dialogues de sourds, des rendez-vous manqués, ou, plutôt, celles d'un réel progrès dans la confection d'une histoire enrichie? À nous de choisir.